

R. Cobo, A. López Monjardín  
et S. Sarmiento

*Poder local, derechos  
indígenas y municipios.  
Cuadernos Agrarios*

Nouvelle époque, an 8, num. 16  
juin 1998  
Cuadernos Agrarios,  
Mexico

Les discussions sur les droits des communautés indiennes et les autonomies ont connu un rebond au moment des négociations entre le gouvernement fédéral et l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (Ejército Zapatista de Liberación Nacional, EZLN) à San Andrés (Chiapas) en 1996. Dès lors, les publications ont été nombreuses sur ces sujets. La plupart des textes, cependant, consistent en une répétition des termes utilisés dans les revendications des organisations indiennes et ne comportent pas d'analyse sur les relations entre les éléments centraux du débat: les pouvoirs locaux, les *municipios*, l'autonomie et la reconnaissance de droits spécifiques pour les populations indiennes. Ce sont ces éléments que les articles du dernier numéro de *Cuadernos Agrarios*, coordonné par Rosario Cobo, Adriana López

Monjardín et Sergio Sarmiento Silva, tentent de mettre en relation.

Ce numéro de la revue rassemble 17 articles, 3 documents annexés et 4 comptes-rendus de livres ou de séminaires sur les thèmes abordés dans les différents textes. Les articles sont regroupés en trois ensembles: ceux qui donnent un panorama général des questions traitées, ceux qui présentent des expériences régionales et, enfin, les articles qui font référence aux expériences développées au-delà des frontières du Mexique.

Celui d'Armando Bartra, "Sobrevivientes historias en la frontera", ouvre la revue avec une série de réflexions sur l'identité et la réalité quotidienne de la paysannerie mexicaine actuelle. L'auteur met en évidence le caractère complexe et contradictoire d'un acteur social qui, lorsqu'il n'a pas disparu derrière la vision indianiste à la mode, est perçu comme un sujet immobile, centré sur une vie communautaire traditionnelle, fermée et immuable. Armando Bartra montre comment, au contraire, le monde paysan est l'un de ceux qui bougent le plus (de par les migrations et les transformations économiques et sociales) et qui est confronté, de manière plus visible encore, à la crise mexicaine actuelle et aux enjeux d'un changement social et politique marqué par les contretemps.

Dans son article "Constitución y derecho indígena: el alcance de la norma", Luis Hernández Navarro fait une lecture critique des réformes constitutionnelles en matière de droits des Indiens, tant celle de 1992 sur le caractère "multiculturel" de la nation mexi-

caine, que la dernière initiative du Président Ernesto Zedillo. Il considère ces réformes comme des exercices rhétoriques destinés à donner à l'extérieur une image acceptable du Mexique: elles le présentent comme un pays respectant les droits des minorités mais ceux-ci ne sont pas mis en pratique. En matière de réforme électorale, les Indiens sont les grands absents, de là proviendraient, selon Luis Hernández, les forts taux d'abstention dans les régions indiennes...

Dans un troisième article de portée générale, "Municipios y derechos indígenas en la Reforma del Estado", Dolores González Saravia met en relation l'agenda de la réforme municipale et celui des réformes sur les droits des Indiens. Elle montre comment à l'heure des changements politiques, le *municipio* émerge comme l'un des principaux lieux de "transition" et représente l'unité territoriale dans laquelle les principales revendications d'autonomie des communautés indiennes peuvent se concrétiser.

À travers son article, "El indigenismo y el modelo gubernamental de la política social neoliberal", Cristina Oehmichen retrace l'histoire des transformations des politiques sociales et indigénistes de l'État mexicain à partir du virage néolibéral de 1982. Elle montre comment les mesures de retrait de l'État sont étroitement liées à une politique de reconnaissance de la diversité culturelle et de l'autonomie locale dans la gestion de programme de lutte contre l'extrême pauvreté. La perspective régionale vient illustrer avec plus de détails la complexité des relations entre les mobilisations indiennes, les pouvoirs locaux et les réformes légales.

Les deux articles, "La resistencia en los municipios zapatistas", d'Adriana López Monjardin et Dulce María Rebolledo Millán et "Las organizaciones campesinas e indígenas de Chiapas frente a la reforma del Estado: una radiografía", de María del Carmen García, Xóchitl Leyva Solano et Aracely Burguete Cal y Mayor, font l'état des lieux des mobilisations des communautés autour des municipios autonomes de l'EZLN, au Chiapas. Le premier article, en particulier, présente une utile chronologie des mobilisations et du démantèlement des municipios zapatistes par l'armée, pendant les six premiers mois de l'année 1998. Le deuxième article montre comment la constitution de nouvelles municipalités "autonomes", établissant un nouveau découpage territorial, est devenue la stratégie centrale du mouvement armé. Les auteurs mettent en relation cette stratégie avec les différentes réformes électorales fédérales et les projets de municipalisation proposés par le gouvernement local au Chiapas.

Les trois articles suivants font référence au Guerrero. "Lecciones de civismo", de Rosario Cobo et Lorena Paz Paredes décrit l'expérience de participation électorale et de gouvernement local tentée par une organisation paysanne, la Coalición de Ejidos de Costa Grande, dans le *municipio* d'Atoyac. Dans son article "Historia y poderes locales", José Joaquín Flores Félix retrace l'histoire des municipios du Guerrero depuis l'Indépendance. Il met en évidence l'étroite relation entre la création ou le démantèlement des municipios et la lutte pour le contrôle du territoire dans la région de la Montaña. Ce rappel historique nous permet de mieux com-

prendre les revendications actuelles de création de nouveaux municipios comme celle que Carlos A. Rodríguez W. décrit dans son article "Rancho Nuevo de la Democracia".

L'article de Francisco López Bárcenas, "Constitución y derechos indígenas en Oaxaca", nous fournit une lecture critique et détaillée des réformes constitutionnelles d'Oaxaca en matière de droits des communautés indiennes. Il souligne à la fois les innovations qu'elles représentent et leurs limites, en raison, entre autres choses, des ambiguïtés de leur formulation.

Dans son article, "Después de los ancianos. La justicia local en un pueblo nahua de la Sierra Norte de Puebla (1870-1992)", Pierre Beaucage retrace l'évolution des formes de justice locale dans une communauté indienne de Puebla. Il met en valeur les éléments de contradiction entre les normes communautaires et celles de l'État, mais aussi les innombrables imbrications entre ces deux ordres juridiques.

Ceux de Luisa Paré, "Uxpanapa: ecocidio y neoliberalismo en el trópico veracruzano", et d'Alejandro López Mercado, "La defensa de los derechos colectivos de los pueblos indígenas en México. Los casos del FIOB, la UCIHJ y la Comunidad de Santa Ana Zirosto"; décrivent les expériences de mobilisations de communautés indiennes dans les états de Veracruz, Oaxaca, Jalisco et Michoacán, à travers la constitution d'organisations dont les objectifs vont de la défense du territoire à celle de droits salariaux, en passant par les droits liés à la protection et à la diffusion de leur culture. L'analyse de ces cas en apparence très différents met en évidence les deux axes qui traver-

sent la revue: les stratégies des communautés dans l'utilisation des nouvelles possibilités légales que représentent les réformes en matière de droits des Indiens (Convention 169 de l'OIT, article 4 constitutionnel etc.) et les stratégies de conquête du pouvoir local, avec les ambiguïtés qu'elles impliquent pour les organisations indiennes et les difficultés qu'elles leur posent.

J. Ricardo Robles critique fortement l'initiative de réforme sur les droits des communautés indiennes de 1998 au Chihuahua, dans: "La iniciativa de 1998: una amenaza para los pueblos indígenas de Chihuahua". Une initiative qui semble peu comparable aux réformes de l'Oaxaca et qui consiste à vider les droits de leur substance en même temps qu'ils sont évoqués.

"Los comuneros y el poder en Milpa Alta, DF", de Beatriz Canabal Cristiani, nous offre une perspective semi-urbaine des relations entre organisations sociales, partis politiques et gouvernement local dans un contexte de changement politique, au travers de l'interview des deux dirigeants de l'organisation Comuneros Organizados de Milpa Alta (COMA), qui font partie de l'équipe gouvernementale de la Délégation de Milpa Alta depuis que Cuauhtémoc Cárdenas est à la tête du District Fédéral.

Les deux derniers articles, "Movimiento indígena y poderes locales en El Ecuador", de Fernando Larrea et "Cuando los Curicama son alcaldes: nuevas dinámicas en las estructuras rurales de poder local: algunos casos en la sierra ecuatoriana", de Juan Pablo Muñoz, analysent les relations entre les organisations indiennes et les municipalités en Équateur; leurs stratégies dans

une nouvelle phase d'accès au pouvoir local et les innovations que cela a pu représenter dans les formes de gouvernement municipal (participation des citoyens au travers de nouveaux espaces: assemblées, parlements; planification avec une large participation sociale etc.).

La revue contient, à la fin du numéro, une série d'annexes, comme les discours de légitimation des *municipios rebeldes* au Chiapas ou un diagnostic anthropologique sur le conflit municipal de Yalálag en Oaxaca, par María Cristina Velásquez Cepeda ou bien encore, la déclaration d'une rencontre nationale *municipalista* du PRD.

Elle présente, enfin, les comptes-rendus de trois livres et d'un séminaire, étroitement liés au thème de la revue.

Ce numéro de la revue *Cuadernos Agrarios* s'avère donc d'un

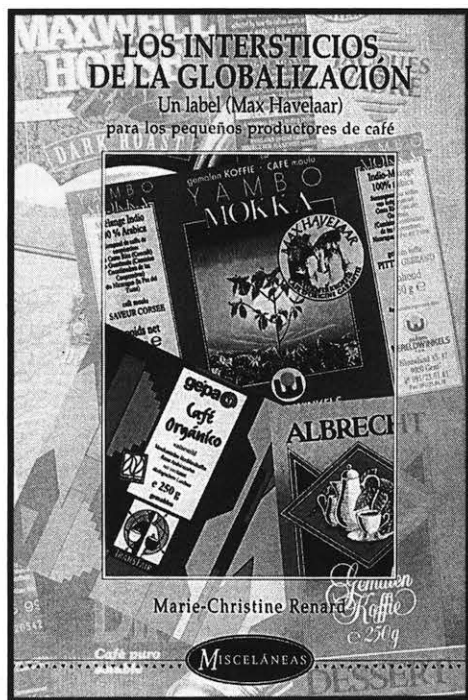
grand intérêt pour tous ceux qui, au-delà des concepts, veulent avoir une approche concrète des relations entre les organisations indiennes et le pouvoir local dans un contexte de changement politique. Cette perspective variée nous permet de rompre avec l'éclatement de la plupart des études précédentes qui séparaient de façon artificielle la question des autonomies de celle de la participation électorale, de l'accès au gouvernement local et de la réforme de l'État au Mexique. Les études de cas illustrent la complexité des dynamiques locales en leur donnant en même temps une perspective historique.

À certains moments néanmoins, les auteurs ne peuvent échapper à l'idéalisation du local et des municipalités comme espaces de toutes les possibilités. Les textes reflètent en ce sens l'affirmation plus ou moins implicite

que la démocratisation au Mexique se fait et se fera "du bas vers le haut", vision parfois manichéenne qui oppose de façon tranchée les communautés et l'État, les "bons" et les "méchants" sans toujours restituer l'hétérogénéité des acteurs communautaires et étatiques et, surtout, l'imbrication de l'intervention de l'État et de la mobilisation sociale qui dépasse la logique mécanique et univoque "pression sociale / réponse étatique". Ce travers est toutefois compensé par la richesse des expériences analysées. \*

*David Recoondo.*

*Allocataire de recherche,  
Cemca*



## Los intersticios de la globalización: Un label (Max Havelaar) para los pequeños productores de café

Marie-Christine RENARD

- Capítulo I. Las tendencias del sector agro-alimentario
- Capítulo II. La regulación del mercado internacional del café: una perspectiva histórica
- Capítulo III. Tendencias del mercado e implicaciones estratégicas
- Capítulo IV. El café de los pequeños productores en el mercado: la iniciativa Max Havelaar
- Capítulo V. Una convergencia de intereses: Max Havelaar Bélgica
- Capítulo VI. Una alternativa para los pequeños cafeticultores

EMBAJADA DEL REINO  
DE LOS PAÍSES BAJOS

ISMAM  
CEMCA

PIDRCAFE  
CEPCO

DEPARTAMENTO DE  
SOCIOLOGÍA RURAL